

CONGRES NATIONAL DE ROUEN : 12, 13 & 14 Novembre
Bulletin interieur de préparation

Proposition d'ordre du jour du congrès national

Vendredi 12/11	à partir de 11 h	Accueil
	12 h 30 – 14 h	Repas
	14 h- 15 h 30	Rapport d'activités politique. Discussions. Vote
	15 h 30- 16 h 30	Rapport financier. Rapport de la commission de médiation et de contrôle financier Discussions. Vote
	16 h 30	Pause
	16 h 45- 18 h 30	Présentation des trois textes et des amendements et contributions reçus en discussion
	18 h 30	Hommage à Jean Paul Hébert en présence d'organisations invitées. Intervention de la Choral'ternative
	20 h	Repas
	21 h	Rencontre avec la délégation des camarades turcs de Yesil Ve sol et échange sur le travail international
	Samedi 13/11	9 h – 10 h 30
10 h 30 – 12 h 30		Travail en trois commissions sur les trois parties du texte du congrès
12 h 30 – 14 h		Repas
14 h – 16 h		Suite du travail en commissions
16 h		Pause
16 h 45 – 17 h 45		Présentation du travail des trois commissions
A partir de 17 h 45		Commission de résolutions des textes d'actualité et commission de finalisation du texte du congrès
20 h	Repas	
Dimanche 14/11	9 h – 11 h 30	Rapport de la commission de finalisation du texte du congrès et de la commission de résolutions. Discussions Votes
	11 h 30	Pause
	11 h 45 – 12 h 45	Point sur les élections cantonales
	12 h 45	Repas

Congrès : information importante concernant le calendrier pour les amendements et des contributions

Dès réception des textes par mail, par chargement à partir du site ou par bulletin intérieur papier vous pouvez préparer des propositions d'amendements (textes écrits se rajoutant ou proposant de remplacer une partie du texte) ou des contributions* qui pourront être examinées soit au cours de la phase finale de préparation du congrès, soit au cours de celui-ci

Pour être examinées par les fédérations avant le congrès les propositions doivent parvenir à Henri MERME (henrimerme@hotmail.com) avant le samedi 30 octobre ; un regroupement des textes reçus sera effectué et transmis par mail et mis sur le site ;

Pour être examinées au congrès :

- Soit elles parviennent à Henri avant le 10 novembre pour regroupement et tirage papier apporté à l'ouverture du congrès.

- soit elles sont transmises au début congrès et multipliées par leurs auteur(e)s

*** les auteur(e)s des textes pris en compte par la commission de rédaction peuvent demander à ce que leur texte soit diffusé à titre de contribution.**

LES ALTERNATIFS BULLETIN INTERNE OCTOBRE 2010

Texte débattu au congrès des Alternatifs

Rouen 12 – 13 – 14 novembre 2010

A. Évolutions du capitalisme (la financiarisation de l'économie, la crise écologique - notamment le réchauffement climatique - leurs conséquences, les contradictions)

I. Le capitalisme après deux ans de crise

La crise financière de 2008 a éclaté après plusieurs crises de moindre ampleur mais rapprochées. Par son ampleur, la crise actuelle est la plus forte depuis celle des années 30 ; si ses conséquences sont moindres, pour le moment, elle est loin d'être terminée.

La bulle de l'Internet en mars 2000 a été la dernière espérance d'une accumulation basée sur des moyens de production couplés à une forte montée du capital immatériel. Son éclatement a enterré cet espoir et renforcé le caractère financier et spéculatif du capitalisme par une course sans précédent à la réalisation de flux de trésorerie libres pour les entreprises permettant d'augmenter significativement les dividendes (entre 2000 et 2007, ceux-ci ont progressé de 73% dans notre pays). La contrepartie de cette orientation a été une nouvelle pression sur les salaires, pression qui impose aux couches populaires d'emprunter toujours plus pour survivre. Ainsi, en France, et sur la même période, les encours de crédits de trésorerie aux ménages ont progressé de 43%.

Un tel moteur d'accumulation financière basée sur des créances n'a de sens que si ces créances sont recouvrables. C'est aux États-Unis, dans le pays où ce cours a été le plus exacerbé, que la crise de la dette privée a explosé sous la forme de crise des subprimes suite à l'abus de prêts «*pourris*» à des ménages insolvable, entraînant au passage une grave crise sociale. La titrisation de ces crédits a diffusé ceux-ci à la totalité de la planète financière, provoquant un risque de faillite généralisée de l'ensemble du système bancaire par effet de contagion. La faillite de Lehman Brothers provoquera alors une panique induisant une chute drastique des encours bancaires qui basculera le monde dans la récession à la fin de 2008. C'est alors que ce qui paraissait invraisemblable un mois plus tôt se produira : les États se porteront au secours du capitalisme en nationalisant de facto certains établissements et en lançant des plans de relance gigantesques pour contrer la récession à venir. La dette publique prendra le relai de la dette privée pour aider le capitalisme.

Pour autant, cette séquence ne change nullement l'interrogation sur le cours à venir d'un capitalisme financier basé sur une accumulation de créances : celles-ci sont-elles tenables ? C'est ainsi que la spéculation se portera sur la dette européenne et son maillon le plus faible : la Grèce. Le choix pour ce pays : tenter de rassurer les marchés, donc mettre en place un plan d'austérité draconien aboutissant à une baisse immédiate moyenne des salaires de 15% ou refuser les demandes des marchés sur la résorption du déficit quitte à ne pas honorer une échéance de remboursement d'emprunt. C'est la première option qui a été choisie et le peuple grec paye aujourd'hui très cher ce choix.

Cette alternative est aujourd'hui celle qui se pose à toutes les économies occidentales, y compris la nôtre : conforter les marchés financiers et les possédants par des plans d'austérité, par de nouvelles privatisations de services publics, par une baisse des salaires tant dans le privé que le public ou engager une véritable politique de réponse aux besoins sociaux et écologiques. Cette deuxième option suppose une redistribution massive de la richesse, redistribution qui peut ouvrir la perspective d'une remise en cause totale du régime capitaliste et marchand dans lequel nous sommes.

Faute d'une force politique anticapitaliste conséquente, ce sont aujourd'hui les couches populaires qui payent les conséquences de la crise. La contre-réforme des retraites, projet-phare du quinquennat de Sarkozy, s'inscrit dans ce cadre : en imposant aux salariés de travailler plus longtemps, on s'interdit de rechercher de nouvelles sources de financement et donc de remettre en cause les profits. Pour autant, ces profits ne pourront aujourd'hui se renouveler et repartir à la hausse que si l'endettement des ménages et des États reprend, ce qui est aujourd'hui impossible à cours terme... à moins qu'un nouveau moteur d'accumulation ne se mette en place, hypothèse caressée, pour la France, par la Commission Attali sur la croissance. Actuellement pour le moins, les firmes de l'énergie et des matières premières font preuve d'une grande agressivité entre elles et vis-à-vis des pays concernés, avec de graves conséquences écologiques et sociales (agrocarburants, ...).

A ce jour, le développement du « capitalisme vert » est le seul espoir de voir émerger un nouveau moteur d'accumulation : la reconversion écologique de nos économies nécessite effectivement, si la logique économique reste la même, des vagues d'investissements gigantesques et une forte capacité d'innovation. Mais que l'on ne s'y trompe pas, la reconversion écologique de la production induira probablement des pertes de productivité, qui, si non compensées par des gains de productivité par ailleurs (secteurs reconvertis ou autres), rentreront en contradiction avec la valorisation actuelle du capital. De ce point de vue, il y a un fort potentiel de tension entre les acteurs du « capitalisme vert » et les autres, tension qui peut laisser présager que ce capitalisme vert n'opérera qu'à la marge et ne sera nullement capable d'assurer un nouveau moteur de croissance et encore moins une reconversion écologique de nos productions.

Dans le même temps, les pays émergents (Chine, Brésil et Inde principalement) apparaissent comme étant les détenteurs de la clé d'une nouvelle croissance mondiale : pour la première fois dans l'histoire, ces pays ont subi cette crise avec moins de conséquences que les pays occidentaux. Mieux, ils sont en train de réorienter progressivement, sous des formes diverses et variées, leurs économies vers la consommation intérieure quitte à importer de nouvelles matières premières en provenance de leurs nouvelles zones d'influence (cf. la Chine en Afrique). Certes le chemin reste long (fragilité des économies chinoise et indienne) mais cette tendance se confirme, imposant de nouvelles conditions de concurrence entre pays et firmes, avec de graves conséquences pour les pays du centre et des risques de conflit (au moins financiers et monétaires). Pour autant, bien que le rôle des États-Unis comme moteur de l'économie mondiale soit largement amoindri, il est pour l'instant improbable de voir ces pays remplacer ce pays. Disons simplement que le monde tourne désormais sans moteur, que le capitalisme a probablement de beaux jours devant lui dans les pays émergents et que nous entrons dans une période où le potentiel pour une révolution dans les pays occidentaux est présent. Le mode de croissance des dernières décennies et la crise globale, y compris dans ses dimensions écologique, alimentaire et politique, accroissent les inégalités au sein des pays et entre les pays.

II. Les répercussions du capitalisme actuel et de sa crise aux plans social, écologique, démocratique et international

2.1 au plan social

2.1.1 La situation

Elle résulte à la fois de la dynamique du capitalisme depuis deux décennies et de l'éclatement de sa crise depuis deux ans, avec, pour ces deux phénomènes très liés, des situations contrastées entre les pays riches; et ceux de la périphérie, émergents ou non. Il en résulte de nouvelles conditions d'exploitation et de nouveaux rapports interrégionaux.

Depuis deux décennies l'évolution du capitalisme est marquée par la financiarisation et par la

97 globalisation : la financiarisation entraîne un accroissement de la part des profits dans le partage de
98 la valeur ajoutée et occasionne, couplée à la spéculation, diverses crises de plus en plus fréquentes
99 (Mexique, Asie ...) pour se conclure par la crise actuelle ; la globalisation, entraîne à la fois par le
100 canal des flux financiers et par la mise en concurrence des différentes économies, une pression très
101 forte sur les systèmes sociaux du centre : forts niveaux de chômage, remise en cause des acquis
102 sociaux ... et un développement très inégal dans les pays émergents et un appauvrissement des pays
103 déjà pauvres.

104 Dans ce contexte, la crise amplifie les remises en cause engagées depuis deux décennies avec un
105 niveau particulièrement aigu en termes de salaires, de retraite et d'emplois pour les pays, notamment
106 européens, fragilisés face aux marchés financiers par leurs choix antérieurs et leur situation : Grèce,
107 Espagne, Portugal, Irlande. A l'opposé l'Allemagne semble la mieux placée suite à ses contre-réformes
108 engagées depuis plusieurs années. Au Sud, les pays les plus pauvres sont à la fois touchés sur le plan
109 économique, malgré une hausse du PIB lié au prix des matières premières, et une réduction statistique
110 mais sans portée réelle du nombre de pauvres, sauf dans quelques pays. Globalement, les pays pauvres
111 souffrent encore davantage sur les plans alimentaire et écologique. Ces conditions aboutissent à une
112 forte aggravation des conditions de vie d'une grande partie de la population de ces pays, poussant à
113 l'immigration et/ou à des révoltes.

114 Au Sud comme au Nord, sauf exceptions, les inégalités et les différentes formes d'exclusion se
115 développent entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux.

116 En ce qui concerne la France, en 2010, le constat concernant les inégalités hommes-femmes dans
117 la société est toujours accablant. L'offensive ultralibérale contre les acquis sociaux, les services
118 publics, les droits et les libertés démocratiques fragilise encore plus les femmes déjà touchées par les
119 discriminations et les inégalités persistantes malgré quelques avancées. Les atteintes aux droits des
120 travailleurs et travailleuses sont nombreuses et touchent en priorité les femmes.

122 2.1.2 Les réactions

123 La crise globale et ses diverses conséquences ou facettes n'ont pas entraîné de très fortes mobilisations
124 concertées à une large échelle. En France, les fermetures d'usines ont entraîné des luttes parfois
125 dures et défensives sur les emplois, débouchant plus souvent sur une négociation des indemnités de
126 licenciement qu'au maintien des emplois. Le thème de la reprise autogestionnaire de la production,
127 quoique marginalement évoqué, n'est guère utilisé pour contrer les plans du patronat. Par ailleurs, le
128 patronat est parfois en mesure d'imposer voire faire avaliser le chantage « emploi contre salaires ou
129 durée du travail » (Continental dans la région de Toulouse le 14 septembre 2010).

130 On note des réactions généralement ponctuelles parfois fortes comme en Grèce contre l'austérité. En
131 France, la force du mouvement pour la défense des retraites pourrait déboucher sur une remise en
132 cause du pouvoir sur fond de crise politique. Récemment, l'ampleur des manifestations en Espagne
133 et la première manifestation européenne contre les politiques régressives indiquent un certain
134 élargissement de la mobilisation.

135
136 Sur le plan international, des luttes pour une amélioration des salaires se développent en Chine, au
137 Bangladesh. Par ailleurs la situation alimentaire reste précaire, et 40 pays ont connu des révoltes de la
138 faim en 2007 et 2008, plus récemment au Mozambique...

140 2.2 au plan écologique

141 2.2.1 La situation

142 En 2010, après l'échec du sommet de Copenhague sur le climat, et l'inconséquence du Grenelle de
143 l'Environnement, la détérioration de la situation écologique et sociale n'a fait que se confirmer.

144 Les gigantesques feux de forêts et de tourbières de cet été, autour de sites nucléaires russes, au moment

même d'un gravissime accident de plate-forme pétrolière aux Etats-Unis, constituent une illustration emblématique de l'exacerbation des menaces immédiates qui pèsent sur l'ensemble de la planète. Celles-ci s'inscrivent pleinement dans l'évolution de l'impact écologique du système capitaliste fondé sur la marchandisation et le productivisme pour le maximum de profit à court terme. Ces processus peuvent se développer sans grandes contraintes des institutions internationales et des États qui, par faiblesse ou intérêt, laissent se poursuivre à peu près les stratégies en place : prédation des ressources naturelles, modification du climat, pollutions... Les timides inflexions portées par l'Europe ou les propositions des USA depuis l'élection de Obama, sont plus négatives que positives : marché des droits à polluer, développement des agrocarburants, ... Dans ce contexte, les principaux pays émergents peuvent continuer leur développement presque sans précautions : la Chine pour son industrie et son charbon, le Brésil pour son agriculture, la Russie pour ses ressources énergétiques ... La majorité des pays du Sud subissent une double peine climatique : fortement victime du changement climatique, leur développement pourrait être bridé ou perturbé par ce que voudrait leur imposer le Nord («mesures de développement propre», agrocarburants, ...). La dégradation des ressources naturelles, comme la hausse prévisible du coût de l'énergie touchent particulièrement les plus pauvres, d'autant que, en matière de biodiversité et de choix de formes de développement adapté, la stratégie des firmes tend à leur interdire toute autonomie par la brevetabilité, par l'accaparement des terres, par l'imposition d'OGM ...

2.2.2 Les résistances

Elles restent pour l'instant limitées et de plusieurs types. On peut noter une large mobilisation thématique à l'échelle quasi planétaire à propos du climat pour Copenhague, suivie par la rencontre de Cochabamba ; ces deux mobilisations peuvent ouvrir un front anticapitaliste, géographiquement large, d'un nouveau type si les mobilisations reprennent vivement à l'occasion et à la suite de Cancun, (ce qui n'est pas du tout garanti). Certaines luttes paysannes ou plus larges (peuples indigènes, certaines ONG, ...) portent aussi un autre projet de répartition et d'usage des ressources. Surtout, la très intéressante initiative de l'Équateur à propos de Yasuni permet l'interpellation concrète des autres pays.

Des pratiques professionnelles menées dans le cadre d'organisations (Commerce équitable, circuits courts, ...) ou de techniques alternatives (agriculture biologique, ...) constituent des réponses porteuses de sens. Mais, là aussi, le capitalisme veut s'emparer de ces nouveaux créneaux ou niches, (voir texte de la Commission Agriculture et Alimentation sur l'agriculture biologique). De nombreux individus ou groupes de citoyens développent des pratiques alternatives («sobriété volontaire» ...).

Sur le plan idéologique, l'image du capitalisme et des possédants est fortement écornée, notamment sous l'angle écologique, sans que les critiques et les contre-propositions aient fait émerger un projet alternatif, rouge et vert.

2.3 Aux plans de la politique et de la démocratie

1. La situation

Mis à part quelques exceptions en Amérique latine, on constate, parallèlement à la crise du capitalisme, des atteintes graves à la démocratie :

- L'exclusion de la citoyenneté pour une partie importante de la population résidant en France : de plus en plus de personnes n'ont pas accès aux droits fondamentaux (logement, santé, éducation) faute de revenu régulier ou suffisant. Ces précaires se trouvent, de fait, exclus de la société, tant sur le plan économique que sur le plan politique, ce qui pose un grave problème de démocratie.
- Le problème concerne aussi les étrangers non communautaires privés du droit de vote et, pour les résidents européens, la limitation de ce droit aux élections locales n'incite pas les

- 193 représentant-e-s élu-e-s à tenir compte de leurs besoins légitimes.
- 194 • La crise de la démocratie représentative : D'une façon générale, la démocratie représentative
- 195 éloigne les citoyen-nes du lieu de prise de décisions et empêche leur contrôle sur les politiques.
- 196 À cela s'ajoute une main mise de plus en plus importante de la finance sur les médias et une
- 197 collusion de fait entre le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent. Une fois les élections
- 198 passées, la plupart des élus oublient leurs promesses électorales.
- 199 • Le caractère autoritaire du capitalisme (voir précédent congrès), lui-même aggravé dans le cas
- 200 de la France et de l'Italie au moins, par le passage à un État raciste tel qu'il s'est révélé chez
- 201 nous par les discours et les décisions de l'été 2010 ;
- 202 • Le racisme sous ses différentes formes : Les extrêmes droites européennes se renforcent au
- 203 fil des élections et commencent à entrer dans des coalitions de gouvernement. Imposant aux
- 204 populations des politiques inacceptables et qui traduisent un changement complet de modèle
- 205 de société, les gouvernements font le lit des idées racistes. Ce qui, jusqu'à maintenant,
- 206 était considéré comme indicible entre désormais dans le débat public en particulier avec la
- 207 désignation de boucs émissaires qui rappelle les moments les plus noirs de notre histoire ;
- 208 • Le cadre européen : La commission européenne continue à prendre l'essentiel des décisions
- 209 concernant les politiques publiques et économiques des différents états. Le renforcement du
- 210 pouvoir du parlement n'a pas véritablement rapproché le lieu de décision des citoyen-ne-s. La
- 211 désaffection pour les élections européennes montre bien que la population ne voit pas en lui un
- 212 outil de démocratie.
- 213 • Le pouvoir des organisations internationales libérales (OMC, FMI, BM) face à la faiblesse
- 214 de l'ONU auquel s'ajoute désormais le pouvoir des agences de notation qui n'ont aucune
- 215 légitimité d'aucune sorte. Les groupements tels que G8 et G20 se sont autodésignés comme
- 216 institutions de gouvernance du monde en dehors de tout contrôle populaire.

217 2. les ripostes

218 Face à l'exclusion, aux effets du pouvoir économique et des choix de la droite (illustrée notamment

219 par la politique du pilori), les ripostes se construisent sur deux thématiques conjointes aujourd'hui

220 mais potentiellement contradictoires demain : un républicanisme désuet sans perspective et une

221 «démocratisation radicale de la démocratie» plus féconde dans une optique autogestionnaire.

222 Beaucoup d'initiatives concrètes sur le plan économique et de luttes plus spécifiquement syndicales ou

223 politiques prolongent et appuient cette évolution idéologique.

224 Mais les ravages de la marchandisation et de la mise en concurrence des individus restent les plus forts.

225

226

227 **2.4 au plan international** (*simple esquisse sous forme de plan; voir aussi le futur rapport de la*

228 *commission*)

229 2.4.1 la situation

- 230 - les changements dans les rapports de force économique
- 231 - les conflits (extrait du texte écologie) accroissement de l'instabilité géopolitique, avec l'apparition,
- 232 la réactivation ou l'extension de nombreux conflits militaires existants ou potentiels, centrés entre
- 233 autres sur le contrôle des matières premières. Les prises d'otages au Niger et au Nigeria, impliquant les
- 234 industries nucléaires et pétrolières, en fournissent un exemple récent.
- 235 - les institutions
- 236 - la crise européenne

237 2.4.2 les réactions

238 Les luttes des peuples et la radicalité de certains Etats d'Amérique du sud Après une décennie de

239 victoire de la gauche en Amérique latine, on constate un regain de vigueur de la droite sous des formes

240 variées : présence électorale au Venezuela, putsch au Salvador, menaces au Paraguay, victoire de Piñera

289 **B. L'approfondissement du projet autogestionnaire**

290
291 *(La reconversion écologique et autogestionnaire : dans la période actuelle, quelle transition, sociale et*
292 *écologique, vers l'autogestion)*

293 294 295 **I. Une situation contradictoire et instable**

296 297 **I. 1 Une situation contradictoire...**

298 La confrontation apparaît actuellement globalement en défaveur des forces populaires :

299 Dans l'ensemble des pays dits développés, le système capitaliste se maintient grâce aux interventions des Etats
300 et à l'absence de mouvement sociaux suffisamment puissants et généralisés. Ce résultat n'est pas définitif,
301 tant les fragilités et les contradictions restent fortes. C'est par rapport à cette phase actuelle de la crise et à ses
302 fondements que se pose la question des perspectives d'ouverture vers l'autogestion.

303 Ces perspectives ne sont pas évidentes à la fois en termes de constat sur l'état des forces et sur les difficultés
304 à déstabiliser au fond le capitalisme. Il s'agit bien sûr de le déstabiliser au-delà des crises qu'il contribue lui-
305 même à produire et dont actuellement il semble susceptible de sortir au moins pour les deux premières phases
306 (finance et endettement). L'ampleur des enjeux pour les couches populaires dans une période où elles payent
307 la crise (salaires, l'emploi, services publics,) et où se développe la répression ... masquent les perspectives
308 d'alternatives, dont celles du projet autogestionnaire, sous les priorités défensives, dans le cadre d'un agenda
309 imposé par la droite et l'ensemble des forces capitalistes.

310
311 Ces difficultés s'expriment de manière diverse

- 312
313 ○ chaque unité de production liquidée voit se poser la question de la légitimité capitaliste Au
314 nom de quelle légitimité démocratique les actionnaires peuvent-ils jeter dans la pauvreté une
315 population, un bassin d'emploi ? Qui décide sur le lieu de travail ? Ce qui devrait logiquement
316 poser la question de l'autogestion . A ce jour, les projets de reprise d'entreprises sous forme de
317 coopératives ouvrières témoignent d'aspirations autogestionnaires mais se heurtent au problème
318 des débouchés commerciaux; à la différence de ce qui a pu se passer en Europe dans les années
319 70 et plus récemment en Argentine.
- 320 ○ si la place de l'industrie automobile et celle de la voiture sont largement remises en question dans les
321 pays développés, la diffusion du véhicule individuel à l'échelle planétaire est en cours (et s'accompagne
322 d'une mutation rapide des zones de production et de vente des véhicules) . Ici, la rapidité avec laquelle
323 les constructeurs tentent de répondre par la commercialisation de nouveaux modèles (hybrides ou
324 électriques) ne remet pas en cause la place de l'industrie automobile dans le modèle de production et de
325 consommation, sous réserve de mutations géographiques et technologiques.

326 327 328 **I.2 Pourtant des perspectives alternatives s'affirment ...**

329 1.2.1 La situation appelle d'autres choix

330 L Le capitalisme menace gravement l'avenir de la planète et celui de l'humanité. Les privatisations et les
331 logiques marchandes, qu'il s'agisse des outils de production, des services publics, des connaissances et de la
332 nature, sont contradictoires : elles sauvent temporairement la mise du capitalisme, tout en amplifiant ses crises
333 et leurs conséquences sociales et écologiques. Plus que jamais, la question de l'appropriation et de la gestion
334 collectives de ces biens constitue la réponse qui permettra de répondre aux défis qui se posent aujourd'hui à
335 l'humanité. Comme l'expérience passée nous l'a montré, cette appropriation ne pourra se faire pleinement que
336

si elle associe toutes et tous à la délibération démocratique sur «que produire, comment produire et comment répartir». L'autogestion est une réponse actuelle. 337
338

Les crises dévoilent les impasses de l'illusion scientiste et technocratique qui nie les limites de la notre planète. La raréfaction des ressources naturelles (pétrole, minerais, eau douce...), et la question de la gestion des surfaces agricoles nécessitent de repousser un modèle fondé sur la croissance et l'expansion pour le profit, reposant encore sur des rapports inégalitaires entre Nord et Sud, et qui traduit les inégalités et spatiales par des modes de consommation irresponsables. La perspective autogestionnaire et écologique doit s'accompagner d'une lutte résolue contre les inégalités et pour une nouvelle répartition des richesses. 339
340
341
342
343
344
345

Les inégalités touchent particulièrement les femmes :
Leur place dans la société reste largement minorée, et elles sont largement cantonnées dans des champs professionnels d'exécution, l'accès aux postes à responsabilité leur reste fermé. Leurs salaires sont très inférieurs à ceux des hommes, en moyenne comme à compétences et responsabilités égales. Il en va de même de leurs retraites. Elles occupent une grande partie des emplois précaires et à temps partiel imposé. Cette structure inégalitaire de la société a des conséquences graves comme la perte des compétences d'une très large partie de la population et des contraintes sur des individus, hommes et femmes, qui ne peuvent trouver leur juste place. 346
347
348
349
350
351
352
353
354

1.2.2 Des alternatives existent 355

L'économie sociale est, depuis quelques décennies, renouvelée par le développement de l'économie solidaire. De nombreux citoyen-ne-s, s'auto-organisent pour des raisons pratiques immédiates et ou idéologiques. Le mouvement des AMAP est une réponse concrète, associant producteurs et consommateurs dans une perspective souvent de fait anticapitaliste et autogestionnaire. De même, la constitution d'une banque éthique européenne s'engageant à ne financer que des projets socialement et écologiquement responsables, affichés dans la plus totale transparence, constitue une avancée qui rompt avec les pratiques capitalistes et préfigure ce que devra être une finance socialisée. Bien d'autres exemples d'auto-organisation des citoyen-ne-s concrétisent un la volonté et le besoin de rompre avec les pratiques économiques capitalistes. Il n'est pas anodin de constater que ces expériences réinventent souvent des formes coopératives inventées au XIXème siècle. 356
357
358
359
360
361
362
363
364
365

Pour les Alternatifs, ces expériences sont riches d'enseignements et permettent d'envisager les formes concrètes de la société autogérée de demain. Toutefois, il ne s'agit pas de chercher à fournir un système clé en main mais plutôt des propositions, comme celles élaborées par le groupe de travail « économie » des Alternatifs (voir propositions pour une économie autogestionnaire). 366
367
368
369
370

1.2.3 Des difficultés liées aux limites du mouvement ou à la force du système capitaliste : 371

- Les circuits capitalistes de distribution ont pris un poids certain dans le commerce équitable et, avec les secteurs de transformation, font de même pour les produits issus de l'Agriculture Biologique. 372
373
374
- La forte prise de conscience critique vis-à-vis de la financiarisation débouche, pour une partie du mouvement social ici et au niveau mondial, sur une remise en cause du capitalisme, sans grand effet concret pour l'instant. Pourtant, deux types de propositions ont émergé : celles pour la limitation de la financiarisation et de la spéculation ; celles, moins reprises, pour une réforme plus fondamentale des banques avec appropriation publique et contrôle populaire au service d'une logique économique alternative. 375
376
377
378
379

Ainsi, ni la nécessité ni l'existence d'alternatives ne se transforment facilement en alternative. D'où l'urgence de poursuivre le travail sur le projet. 380
381
382

II Notre projet

L'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée, au niveau des principes et des pratiques, sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective en vue de l'émancipation de chacun-e.

L'autogestion se traduit par deux orientations fondamentales :

- contribuer à la mise en place d'un nouveau système de production et de répartition de la richesse aux différentes échelles, satisfaisant aux exigences écologiques et sociales ;
- construire progressivement une société permettant de «démocratiser radicalement la démocratie» politique et économique.

Ces deux orientations sont appelées à être particulièrement fécondes en cette période de crise économique et écologique aux graves conséquences sur les plan social et démocratique, s'accompagnant d'un accroissement des inégalités, cause et conséquence de ces crises.

Pour être fécondes ces orientations, à mettre en cohérence, doivent déboucher sur un corps de propositions et d'actions.

Les luttes spécifiques sont aussi occasions de convergence. Aujourd'hui, le capitalisme, porte crise écologique et climatique, inégalités, dominations néocoloniales. Les mobilisations sur le climat ou l'alimentation conduisent à des avancées locales et internationales. Des pratiques alternatives, autogestionnaires, au moins au plan local, peuvent s'inscrire dans un projet alternatif plus global .

II.1 Réduction massive du temps de travail, en finir avec un travail aliénant : un enjeu social, écologique et féministe

La volonté de réduire le temps de travail est, depuis toujours, au cœur des aspirations ouvrières; sous des formes évolutives. Cette revendication fédère trois aspirations complémentaires :

- se libérer de l'emprise du travail,
- permettre à tous de travailler. Avec l'apparition depuis une trentaine d'années du chômage de masse et du slogan : *»travailler moins pour travailler tou-te-s«*,
- permettre aux femmes et aux hommes de libérer du temps pour la vie sociale et de mieux partager les tâches ménagères et familiales.

«travailler tou-te- s) » :

Dans un contexte de chômage de masse structurel, la revendication d'une baisse généralisée du temps de travail est une réponse appropriée. Travailler tout-te-s signifie aussi le refus des «bouts d'emplois» : temps partiels, travail intermittent, horaires atypiques, au détriment des emplois à plein temps, situation qui fait souvent du temps libre un temps hanté par le travail. Aussi le combat pour la réduction du temps de travail est inséparable de la lutte pour l'abolition des temps partiels subis, des jobs atypiques, de la précarité en général. Et cette réduction ne doit pas entraîner de pertes de salaires ou de revenus.

« travailler moins » :

La réaffectation des gains de productivité justifie, aujourd'hui encore plus qu'hier ,la réduction massive du temps de travail. Elle doit aussi permettre aux salariés une possibilité d'intervention. Le temps libéré est un atout supplémentaire pour la démocratie économique et l'autogestion.

Pour autant, cette revendication semble actuellement en berne du fait des effets mitigés des 35 heures du gouvernement Jospin :

- la récupération de la RTT par une intensification du travail ;
- une baisse insuffisante pour créer suffisamment d'emplois ;
- une non remise en cause du pouvoir patronal empêchant ainsi toute interrogation sur l'organisation et le contenu du travail.

La réduction massive du temps de travail est aussi un enjeu écologique. Au delà de la nécessaire refonte de la conception du travail, elle est un élément indispensable pour parvenir à reconvertir progressivement l'économie (en commençant par des secteurs comme l'automobile). La réduction du temps de travail est une clé indispensable pour changer le travail mais elle s'intègre dans une boîte à outils plus large. Ainsi, elle initie une nouvelle vision de la richesse : elle casse la chaîne des équivalences travail/production/richesse, qui suppose cependant un continuum de mesures comme une sécurité sociale professionnelle radicale, donc une garantie des revenus et des droits sociaux précédents pendant les périodes d'inactivité entre deux emplois, une élaboration sur le revenu , à la fois sur le revenu inconditionnel ou garanti et le revenu maximum (en imposant une limite aux inégalités : par exemple un éventail des salaires de 1 à 5 les reste étant très fortement taxé) parmi les revendications les plus immédiates à mettre en œuvre.

II.2 Pour une transition écologique et sociale

Cet axe est essentiel pour notre projet, notamment en raison de ses enjeux politiques de remise en cause du système en place. Il combine étroitement trois types de mobilisations complémentaires :

- amplifier la dénonciation des conséquences écologiques du développement capitaliste et de ses fausses solutions,
- contribuer à l'élaboration d'un projet alternatif,
- mener des actions concrètes en cohérence avec ce projet.

Amplifier la dénonciation ...

Cette dénonciation à fort enjeux écologiques et politiques comporte deux aspects

- celui des conséquences écologiques et sociales du développement capitaliste (actuellement seul en cause) : pillage et gaspillage des ressources, pollutions, dérèglement climatique, épuisement de la biodiversité sauvage et cultivée. Ces conséquences matérielles résultent d'un fonctionnement économique productiviste et marchand visant le profit maximum et reportant sur la collectivité les coûts des fortes conséquences négatives. Ce fonctionnement repose sur et produit de nombreuses injustices et inégalités sociales majeures au sein de chaque pays riche et encore davantage dans le reste du monde au travers de multiples formes d'exploitation coloniales et néocoloniales. Il faut aussi dénoncer, au plan idéologique, les deux dogmes de la croissance et des vertus de la techno science, comme solutions et comme forces auto correctrices de leurs propres dégâts.
- celui du refus des forces économiques et politiques au pouvoir de traiter la question y compris à un niveau minimal comme à Copenhague ; surtout les solutions actuellement mises en place (agrocarburants, OGM, accaparement des terres, brevetabilité, voiture électrique, «mesures de développement propre», droits à polluer et marché du carbone ...) aggravent la situation notamment de nombreux pays du Sud, victimes d'une «double peine climatique» en tant que particulièrement sensibles au dérèglement climatique et contraints dans leur développement). Les populations les plus dépendantes de cette situation pour des raisons de revenu, de travail, de localisation sont elles aussi doublement touchées notamment par l'obligation d'émigrer et par l'accroissement des convulsions climatiques.

Ces deux aspects doivent converger dans la critique du «capitalisme vert». Il devient en effet urgent de contrer les sirènes d'une écologie compatible avec le capitalisme, promouvant une croissance « verte », défendue par le gouvernement Sarkozy lors du Grenelle de l'Environnement, et ostensiblement soutenue comme la seule

481 possible par un nombre croissant d'environnementalistes ayant pignon sur rue.

482

483 Contribuer à l'élaboration d'un projet écologique alternatif

484

485 Construire avec l'ensemble des forces alternatives un projet répondant aux exigences climatiques
486 (dérèglement, réchauffement) et biologiques (biodiversité, pollutions...) en combinant des réponses élaborées
487 démocratiquement et mises en œuvre de façon autogestionnaire en alliant enjeux écologiques et sociaux dans
488 une perspective altermondialiste.

489

490 Ce projet doit s'appuyer sur les critiques du modèle dominant, en le dépassant par ses contenus et ses méthodes
491 d'élaboration. Au-delà de la réponse aux enjeux climatiques et écologiques notre projet doit reposer sur d'autres
492 valeurs, articuler le social et l'écologique, le local et l'altermondialisme :

- 493 • La construction du projet écologique en rupture avec le modèle productiviste est centré sur les
494 éléments suivants : réduction de l'empreinte écologique, reconversion écologique pour un autre type de
495 développement, qualité de la vie pour tou-te-s. Dans cette optique, la piste de l'objection de croissance
496 apparaît désormais prometteuse car porteuse de radicalité rouge et verte. C'est aussi la plus propre à
497 incarner et cristalliser rapidement une vraie rupture avec le système dominant.
- 498 • articuler le social et l'écologique en cherchant à répondre aux conditions des catégories les plus
499 défavorisées (accès aux ressources, habitat, emplois, revenus, qualité de l'alimentation) et en remettant à
500 partir le là en place une autre logique de production et de protection des ressources naturelles ;
- 501 • articuler le local et l'altermondialisme en prenant en compte l'interrelation dans l'espace de la majeure
502 partie des questions biologiques et a fortiori climatiques; ceci doit être déterminant dans l'élaboration de
503 solutions et dans les choix des systèmes de production et d'échange.

504

505 L'élaboration de ce projet doit être fortement enracinée dans les pratiques et expérimentations articulées dans
506 une démarche autogestionnaire. Ce qui est relativement facile au niveau local suppose des moyens adaptés
507 pour les autres niveaux : les Forum Sociaux et les contre-sommets doivent être privilégiés. Par ailleurs,
508 une refondation démocratique et un renforcement des instances onusiennes au détriment des institutions de
509 la mondialisation libérale (FMI, Banque Mondiale, OMC ...) sont indispensables. Des initiatives comme
510 Cochabamba et celle pour Yasuni-ITT constituent des leviers puissants, d'élaboration et de revendication pour
511 l'une, d'interpellation des Etats pour l'autre.

512

513 Mener des actions concrètes en cohérence avec ce projet.

514 Ces actions sont à la fois globales et locales. Dans cette perspective, il s'agit à la fois de lutter (contre les OGM,
515 contre la publicité, contre le nucléaire, contre la société de consommation ...) et de développer des alternatives.
516 Ces alternatives touchent à des domaines très variés : production agricole et artisanale/industrielle (tout ce qui
517 va dans le sens de la relocalisation, de la mutualisation, de l'autogestion du recyclage, du partage : agriculture
518 biologique et circuits courts; économie sociale et solidaire), éducation, médias alternatifs, appropriation
519 citoyenne des enjeux scientifiques et technologiques... En s'appuyant sur les économies d'énergie et le
520 développement des énergies renouvelables, il s'agit de reconverter aussi les productions d'armement et les
521 industries nucléaires;

522

523 Ces actions doivent autant que possible impliquer une critique du système en place et promouvoir une autre
524 politique. Par exemple, consommer moins de viande ou local doit contribuer à la remise en cause du modèle
525 de consommation occidental fondé sur l'exploitation des ressources des pays du Sud (minerais divers uranium
526 pour l'industrie nucléaire) voire sur l'expropriation des populations pour la production des intrants nécessaires
527 au mode de vie occidental (aliments du bétail ;..) et la réduction du nombre d'emplois et du niveau de revenu,
528 localement et globalement.

Ces alternatives, locales ou non, doivent être mises en réseau afin de constituer une force effective contre le système dominant et éviter le mieux possible leur récupération commerciale.	529 530 531
La reconversion de la production est à la fois écologique et autogestionnaire : elle doit mobiliser les salariés des entreprises concernées en conjonction avec la population pour réorienter la production vers des biens ou des services d'utilité écologique et sociale. Cette reconversion devra s'accompagner d'un changement des processus de production et de nouvelles réduction du temps de travail. A titre d'exemple, l'industrie automobile devra être réorientée vers une production majoritairement composée de véhicules pour les transports en commun et de moyens pour les déplacements doux.	532 533 534 535 536 537 538
II.3 Parité, féminisme et autogestion	539 540
La parité dans tous les domaines est un choix provisoire comme moyen pour atteindre une véritable organisation autogestionnaire, féministe et démocratique de la société. Celle-ci, en permettant à chacun-e de trouver sa place et ses rôles la rendra inutile. Elle est un outil pour atteindre ce but et changer les représentations.	541 542 543
Les Alternatifs luttent pour une société qui refuse les inégalités, les oppressions, les violences, les discriminations, le racisme et la répression comme mode de gouvernement ; pour une société autogestionnaire qui permet l'autodétermination de toutes et tous (quels que soient la sexualité, le genre ou la religion) et l'égalité des droits ; une société dans laquelle les personnes sont libres et décident ensemble sans domination d'un groupe sur un autre qu'elle soit sexuelle, raciste ou par l'argent. Les femmes y ont nécessairement une place égale à celle des hommes puisqu'il n'y a pas de domination ; la société autogestionnaire est donc une société féministe. Le féminisme se réclame de l'autogestion dans l'organisation de ses luttes et dans ses projets, l'autogestion appelle le féminisme en remettant en cause toutes les oppressions.	544 545 546 547 548 549 550 551
La lutte pour avancer vers une société féministe et autogestionnaire passe par :	552
<ul style="list-style-type: none"> • une meilleure répartition du temps de travail et sa réduction : 32 heures en quatre jours, du temps pour vivre et participer ensemble à la vie citoyenne, du travail pour toutes et tous ; • l'hypothèse de l'accès à un revenu inconditionnel d'existence . • une réorganisation écologique et autogestionnaire de la production ; • une éducation basée sur le respect et l'égalité de tous et toutes sans discrimination ni stéréotypes sexistes ; • la parité stricte dans les institutions et la vie politique, avec non cumul et limitation dans le temps de tous les mandats. 	553 554 555 556 557 558 559 560
Pour les Alternatifs, féminisme et autogestion sont incompatibles avec le capitalisme.	561
Mais le féminisme et l'autogestion n'attendent pas la rupture avec celui-ci et la révolution : les pratiques féministes et autogestionnaires existent déjà. Développons-les partout, c'est ainsi que nous construisons le projet alternatif et que nous préparons les ruptures nécessaires.	562 563 564 565
II 4 Education et autogestion	566 567
Le rôle de l'école et de l'éducation est essentiel à tous égards :	568
<ul style="list-style-type: none"> • pour changer les représentations liées au genre dans la société. Les différences liées au genre sont construites, dès le plus jeune âge, par la société et son relais l'école. Le capitalisme s'appuie sur le patriarcat pour imposer une vision dominatrice du masculin sur le féminin. Les inégalités reconnues sur la place des femmes dans le monde du travail sont une traduction économique de la place prépondérante accordée aux hommes dans la société patriarcale. Il importe de valoriser les tâches liées à l'éducation au sens large, de façon à inciter les hommes à prendre leur part des soins apportés aux enfants. • pour commencer l'apprentissage de l'autogestion. L'exemple des classes autogérées (Freinet, pédagogie institutionnelle, ...) doit être développé car l'autogestion ne se décrète pas, elle se vit et se construit 	569 570 571 572 573 574 575 576

577 pas à pas. L'autogestion à l'école suppose que les enseignant-e-s abandonnent le pouvoir qui leur
578 est donné par l'institution, leur volonté de maîtrise sur les situations pour créer les conditions pour
579 que naissent et se développent les activités et ce qu'elles contiennent d'évolution et d'apprentissage
580 potentiels. L'autogestion à l'école, c'est la prise en compte de la singularité de chacun-e mais c'est
581 aussi l'existence d'un groupe, lieu d'expression, de communication, d'échanges, qui vit et s'enrichit des
582 apports singuliers et enrichit et instruit chacun-e, groupe en processus permanent d'évolution et d'auto-
583 organisation.

584 L'autogestion à l'école ne se limite pas à l'aspect pédagogique ; elle doit aussi être une pratique des adultes,
585 enseignant-e-s et parents d'élèves vers un service public auto géré de l'éducation.

587 **II.5 Organisations autogérées**

588
589 Un système monétaire et financier public, approprié socialement de façon démocratique par les citoyen-ne-s est
590 un outil de l'appropriation collective du capital et permettra à la population de définir et mettre en œuvre une
591 logique alternative Cette appropriation collective du système monétaire et financier est un élément déterminant
592 d'établissement d'une planification démocratique de l'économie.

593
594 Des unités de production autogérées par ses travailleurs et travailleuses sont une des composantes essentielles
595 vers l'émancipation et le dépassement du statut salarial. Ceci sera rendu possible par la mise à disposition des
596 moyens de production à ces unités par le système monétaire et financier public. De même, la présence des
597 usagers à tous les niveaux de la production sera essentielle pour s'assurer de l'utilité sociale de la production,
598 pour faciliter la coopération horizontale comme verticale entre unités de production. Enfin, la présence des
599 collectivités politiques (locales, régionales ou à plus grande échelle) sera essentielle pour garantir l'intérêt
600 général.

601
602 A court terme, cette proposition d'un autre système économique doit être approfondie sur un plan
603 stratégique et pratique. Au plan stratégique, il s'agit d'articuler un tel projet à des enjeux sociaux et
604 écologiques dans le champ productif, avec des organes d'autogestion. Sur le plan pratique, la mise
605 en œuvre d'une telle proposition suppose la mobilisation des usagers et des travailleurs du système
606 bancaire pour, à l'occasion d'une lutte, engager un tel processus alternatif, susceptible de s'étendre
607 rapidement pour pouvoir durer et innover.

609 **C. L'organisation politique**

611 **Un parti-mouvement**

612
613 Le choix d'aller vers un parti-mouvement découle pour les Alternatifs de leur référence à l'autogestion
614 et du bilan critique des partis issus du mouvement ouvrier des deux siècles précédents et des partis
615 écologistes nés à la fin du XXe^e siècle, de notre référence à l'autogestion

616
617 Les premiers ont joué un rôle majeur dans l'expression du socialisme comme projet de société et dans
618 l'organisation et la représentation de la classe ouvrière et du monde du travail à une échelle de masse.

619 Les seconds ont permis l'émergence et favorisé l'expression à une échelle plus modeste mais
620 néanmoins significative d'un élément essentiel du projet alternatif de demain : l'Écologie

621 Les uns ont cependant échoué, soit -pour les communistes- dans la capacité à construire une société
622 d'émancipation alternative au capitalisme, soit -pour les sociaux-démocrates- à dépasser celui-ci ; les
623 autres ont échoué à ce jour à dépasser le capitalisme y compris dans sa dimension productiviste.

624 Leurs succès ne peuvent cependant pas être négligés : les concessions du capitalisme aux aspirations

populaires et écologistes s'expliquent surtout par les mouvements sociaux et les mobilisations
citoyennes, mais aussi par la force électorale et l'action y compris institutionnelle de ces partis, malgré
toutes leurs limites (et le caractère récent de cette action en ce qui concerne les partis écologistes).
Ces partis et ceux qui se revendiquent de leur continuité sont cependant profondément discrédités.
Ce discrédit repose non seulement sur leur panne de stratégie et de projet alternatif, mais aussi sur leur
institutionnalisation, leur bureaucratisation, leur fonctionnement pyramidal et autoritaire. qui s'ajoutent
à des pratiques électoralistes et clientélistes Ces traits négatifs prolongent l'héritage déjà lourd du
« parti-dirigeant » et des manipulations des luttes et des structures associatives et syndicales qui en ont
découlé

Elles s'accommodent encore, par ailleurs, du vieux « partage des tâches » : les luttes restent l'affaire
des syndicats et des associations, les partis se réservant la prétention au débouché politique et à sa
traduction électorale.

Dans ces partis, le débat politique y est, paradoxalement, rare ; comme dans les partis bourgeois,
l'activité politique y est monopolisée par les élections et souvent conçue comme une activité
professionnelle liée en général à l'exercice de plusieurs mandats électifs. Le renforcement, le
développement ou la survie de l'appareil devient l'activité centrale et détermine souvent les
orientations politiques. L'évolution du cycle électoral (passant de 7 à 5 ans), en densifiant le calendrier
des élections a rendu la question électorale encore plus pesante, voire absolument central pour les
partis traditionnels, mais aussi, dans une moindre mesure, au sein des Alternatifs.

Ces partis ont donc une fonction paradoxale : ils se veulent partis politiques mais organisent à leur
manière la dépolitisation des masses et la confiscation de la politique à leur profit

La crise de la représentation politique et de la politique elle-même trouve là une de ses explications
majeures.

L'option du parti-mouvement est une option difficile et exigeante :

Elle se fonde sur la nécessité d'une organisation politique, seule à même de procéder, en termes
d'élaboration d'un projet alternatif, à une synthèse « généraliste » -à laquelle ne peuvent parvenir
les structures associatives et syndicales dont la contribution « spécialisée »à cette élaboration est
sectorielle- ;

- elle intègre la crise de la « forme-parti » et relève le défi de la construction d'une organisation
politique d'un type nouveau, avec les pratiques et le fonctionnement d'un mouvement en rupture avec
les partis classiques, mais la volonté d'assumer les fonctions de socialisation, de mémoire et d'ancrage
populaires des partis d'autrefois

Le parti-mouvement de demain ne prétendra pas jouer le rôle d'un parti-guide : ses militantEs
participeront aux mobilisations sans les instrumentaliser, il exprimera la synthèse "généraliste" à
laquelle il sera parvenu ; il renoncera à toute prétention à diriger ou orienter syndicats et associations
: il établira avec ces structures des relations de coopération horizontale et d'égalité ; il renoncera au
fonctionnement pyramidal et autoritaire : il mettra en pratique sa référence autogestionnaire dans sa vie
interne ; il ne pourra en aucun cas résulter du simple dépassement d'une force politique existante sous
un nouveau nom, mais de la convergence de plusieurs forces et de cultures politiques diverses

Ces principes fondamentaux ont un lien direct avec la référence des Alternatifs à l'autogestion, à la fois
dans sa dimension de pratique sociale immédiate et dans l'optique de donner à voir ce que peut être
l'autogestion de demain, au coeur du projet alternatif.

Un parti-mouvement donnera la priorité à une présence forte dans les mouvements sociaux et les
mobilisations citoyennes et altermondialistes, ainsi que dans les expériences autogestionnaires.

Dans les premières, se construit la combinaison des résistances à l'ordre établi, aux dominations, aux

673 exploitations, et de la contre-offensive dans la perspective des ruptures anticapitalistes et du projet
674 alternatif.

675 Dans les secondes, se joue la construction d'une hégémonie autour de la capacité des hommes et des
676 femmes à prendre leurs affaires en mains, à inventer d'autres relations sociales anti-hiérarchiques et
677 anti-autoritaires, à décider de leur avenir, à dessiner les contours de la société alternative, et par là-
678 même à préparer les ruptures anticapitalistes nécessaires

679 Fondamentalement, la présence d'hommes et de femmes d'un parti-mouvement dans les institutions
680 n'a de sens que dans une triple optique :

681 - favoriser et relayer ces mouvements sociaux et ces mobilisations citoyennes, ces expériences
682 autogestionnaires dans tous les domaines ;

683 - réorienter radicalement les politiques publiques dans le sens des solidarités, de l'écologie, du
684 féminisme et de l'autogestion ;

685 - agir pour rompre avec la confiscation de la politique par des professionnels et favoriser la
686 socialisation de la politique : celle-ci doit être l'affaire de toutes et de tous

687

688 C'est bien là la fonction d'une organisation alternative : dans une double tension, proposer des outils
689 politiques à de nouveaux espaces et importer ces batailles dans l'espace politique classique.

690

691 C'est à nous de prendre au sérieux ce que les autres organisations ignorent ou méprisent. L'idée n'a
692 rien d'une lubie du moment : il s'agit de reprendre le flambeau historique de la gauche alternative ;
693 celle qui a pris en compte l'apport décisif du féminisme et de l'écologie quand les autres courants
694 politiques n'y voyaient que fronts secondaires.

695

696 • Nombreu-ses sont celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans les formes traditionnelles
697 des organisations politiques. Cela tient bien sûr aux références historiques auxquelles ces
698 partis renvoient, mais aussi à une forme d'organisation interne, de lien avec la société et de
699 mode de fonctionnement qui n'assurent pas l'égalité des sexes, un fonctionnement et une place
700 acceptables pour les femmes.

701

702 La société est composée d'hommes et des femmes et leur place en tant que groupes sexués n'est pas la
703 même. Il existe un groupe qui domine l'autre, et cela se traduit par le maintien des inégalités, dans la
704 sphère publique comme dans la famille.

705

706 Les Alternatifs se revendiquent autogestionnaires et féministes: ils s'organisent de façon à remettre en
707 cause, dès aujourd'hui, dans leurs modes de fonctionnement ce qui entrave l'avancée vers l'égalité.

708

709 La parité est pour nous un des moyens transitoire à mettre en œuvre, dans tous les domaines : dans les
710 listes électorales avec un nombre convenable de places éligibles, dans les délégations extérieures, dans
711 les tribunes lors des réunions publiques. La pénalisation financière des organisations politiques qui ne
712 l'appliquent pas n'est pas suffisante. La parité doit devenir la règle.

713 Le non cumul des mandats et la limitation de leur durée (encadrer le nombre de mandats successifs) est
714 un autre moyen de parvenir à rajeunir et féminiser les élu-es.

715 Nous revendiquons à ce titre la mise en place d'un statut de l'élu-e qui permette aux femmes d'assurer
716 leur mandat et donc les incite à s'engager.

717

718 Mais nous n'attendons pas que la société ait suffisamment évolué pour nous appliquer à nous-mêmes
719 ces principes. Quelles que soient les circonstances, les regroupements auxquels nous participons,
720 nous défendons et nous appliquons ces valeurs : pour nous, féminisme, autogestion et démocratie sont

intimement liées dans nos pratiques et doivent pouvoir être interrogées par celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans les fonctionnements des organisations traditionnelles. 721
722

Au fil du temps, nous avons retenu un certain nombre de pratiques internes ayant fait leurs preuves : 724
un porte parolat paritaire, des délégations mixtes, des horaires de réunions compatibles avec la 725
présence du plus grand nombre, un secrétariat tournant pour la coordination générale, des formes de 726
discussion adaptées (commissions, temps de parole contraint, intercalant une intervention de femme 727
et une intervention d'homme quel que soit le moment de l'inscription dans le débat..) Et parce que le 728
féminisme n'est pas le domaine réservé des femmes, notre commission nationale est mixte. 729

- Plus globalement, nous cherchons les moyens de mettre en pratique ce que nous revendiquons. 730
731

À nous d'investir plus encore les débats qui traversent l'économie solidaire et le commerce équitable ; 733
A nous de proposer un questionnement général sur la propriété aux réseaux sur le Copyleft, la gratuité, 734
le contre-don et l'économie alternative. 735

À nous d'interpeller les militants des AMAP, des SEL, des réseaux solidaires, du co-habitat. Et de nous 736
interroger sur ce qu'impliquent ces nouveaux champs politiques ,sur nos analyses du rôle de l'état, de 737
l'organisation de la société,de la valeur du travail. 738

À nous de pousser les débats avec les militants du développement de transports alternatifs, du revenu 739
universel. 740

À nous de demander ce qui doit changer dans le discours politique à gauche en regard des luttes pour la 741
syndicalisation des précaires, de l'émergence de nouveaux courants féministes intégrant culture queer 742
et transgenre, 743

À nous de prendre à bras le corps la question des nouvelles «classes dangereuses» et l'émergence dans 744
l'espace public d'un prolétariat issu de l'immigration relégué et discriminé¹. 745

A nous de lutter contre le tout sécuritaire, la systématisation de structures comme les BAC, le fichage, 746
la vidéosurveillance, le cloisonnement de tous les espaces publics. 747

À nous de nous impliquer dans une réflexion sur les espaces ignorés par les courants politiques 748
orthodoxes (squats, espaces alternatifs, communautés rurales) dans le cadre de la politique de la ville. 749

À nous les questions de réquisitions, de « redistribution sociale ». 750

À nous les coopératives démocratiques, l'enjeu de la démocratisation des médias, les nouveaux médias, 751
les médias alternatifs. . 752

À nous la bataille des Anti-pubs, anti-tout-conso, et de l'objection de croissance... 753

À nous les champs où se croisent politique et culture. 754

À nous les perspectives des nouvelles formes d'organisations dans les luttes. 755

Notre énergie militante doit être plus encore tournée vers ses nouveaux enjeux, à politiser ces milieux, 756
à proposer à ces militants une grille d'analyse politique cohérente et globalisante et à porter leurs 757
revendications, les questionnements induits par leurs nouvelles pratiques dans le champ politique, vers 758
le plus grand nombre. 759
760

Revisitons notre vocation majoritaire à l'aune d'un espace politique peu favorable mais dans un espace 761
public dont les facteurs de structuration ont fondamentalement changés en 20 ans. 762
763

Un front politico-social large 764

- un front politico-social en œuvre dans les mobilisations 765
766

La mobilisation sur les retraites a illustré le front politico-social large considéré par les Alternatifs 767
768

769 comme une exigence absolue général et qu'on peut relier plus fondamentalement à la nécessité, au-
770 delà des résistances aujourd'hui vitales, de construire un bloc social majoritaire pour la transformation
771 sociale et écologique.

772 Quelles que soient ses limites et ses ambiguïtés, ce front politico-social large a pris la forme de l'unité
773 des organisations syndicales, relayée par l'ensemble de la gauche politique et à la fois complétée et
774 stimulée par un réseau de collectifs citoyens ou de comités unitaires dans les villes et les départements
775 grâce à l'impulsion donnée par l'appel d'ATTAC et de la Fondation Copernic

776 Cette configuration est prometteuse car elle est la seule qui permette de construire le rapport de forces
777 nécessaire, même si cet élément ne suffit pas en lui-même pour garantir le succès immédiat.

778 C'est aussi une configuration assez proche qu'on retrouve autour de l'appel « Non à la politique du
779 pilori » quelles que puissent être les limites de son contenu.

780 Là encore, il y a tout lieu de souligner les aspects positifs de cette configuration et de se féliciter du
781 succès prometteur de la mobilisation du 4 septembre : l'arc de forces rassemblé à cette occasion est
782 également indispensable, même s'il ne suffit pas en lui-même.

783 L'accélération de la mise en place d'un Etat autoritaire aux relents ouvertement xénophobes et
784 racistes -dont les Alternatifs avaient déjà souligné l'importance lors de leurs précédents congrès- est
785 le complément obligé de l'offensive néo-libérale du capitalisme sur le terrain socio-économique : sur
786 ce terrain démocratique qui dit aussi quelle société nous voulons, il est essentiel que se construise
787 également la mobilisation la plus large et la plus offensive.

788 Les travaux de notre université d'été l'ont réaffirmé : ce terrain démocratique -complément obligé du
789 terrain social- est essentiel pour redonner espoir et perspective aux plus fragiles, aux plus dominé-e-s et
790 aux habitant-e-s des quartiers populaires, en particulier à celles et ceux qui souffrent des discriminations
791 multiples et qui cherchent les voies de la mobilisation citoyenne et de l'activité politique

792 Dans chacune de ces mobilisations, la gauche alternative, tout en agissant de manière conséquente
793 pour le front politico-social le plus large, se doit aussi de faire entendre ses options et ses propositions,
794 distinctes de celles de la gauche social-libérale et du courant national-républicain, mais aussi parfois
795 des autres composantes de la gauche dite « antilibérale »

796 Dans d'autres domaines, nous devons, autant que faire se peut, favoriser les convergences et les
797 rapprochements pour la mise en place de type de front politico-social le plus large possible

798

799 • **Un front politico-social plus restreint : celui du rassemblement de la gauche de transformation**
800 **sociale et écologique**

801

802 Au sein du front politico-social large, les composantes de la gauche de transformation sociale et
803 écologique sont présentes et actives, comme elles le sont de manière plus générale dans la plupart des
804 mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux.

805 Leur rassemblement a été mis en avant de manière systématique par les Alternatifs en particulier au
806 moment de la campagne victorieuse du TCE en 2005, à laquelle la contribution du "Non de gauche" a
807 été décisive.

808 Mais ce rassemblement a échoué de manière quasi-régulière lors des échéances électorales survenues
809 depuis 2007 (présidentielles, législatives, européennes, régionales), d'une manière ressentie, au-
810 delà des stricts réseaux militants, comme d'autant plus absurde et incompréhensible, et donc
811 démobilisatrice, que ces composantes incapables de se rassembler au moment des élections, sont très
812 souvent au coude à coude dans les mobilisations et ont des points communs importants à l'échelle de
813 l'ensemble du champ politique.

814 Ces échecs répétés n'invalident en rien la nécessité du rassemblement lui-même, sans lequel aucun
815 rapport de force ne peut être construit face à la droite et au patronat et sans lequel on ne peut prétendre
816 reconstruire une alternative à gauche.

L'échec répété de ce rassemblement ne doit entraîner aucun renoncement mais ses racines ne peuvent être escamotées : retard dans l'élaboration d'un projet alternatif, conception archaïque et autoritaire du « parti » encore dominante dans la plupart des organisations, difficulté récurrente à l'intégration de l'écologie, faible capacité à intégrer les acquis de l'altermondialisme et de la dimension citoyenne de l'activité politique, difficulté de passer d'une posture défensive à une problématique du projet, en partie sous les coups de la violente offensive « néo-libérale » des années 1980 dont les effets se sont avérés plus destructeurs dans la durée, mais aussi à cause des effets de la disparition du « bloc soviétique » C'est donc sur ces questions que la gauche alternative doit être à l'offensive et qu'elle doit elle-même se rassembler :

- être exigeante sur la question des contenus programmatiques émancipateurs -et donc autogestionnaires, égalitaires, féministes, écologiques et internationalistes- du rassemblement, et sur sa dimension citoyenne et altermondialiste -ce qui exige la mise en place de forums citoyens ;

- se donner enfin les moyens de se constituer elle-même en nouvelle force politique de type parti-mouvement, enraciné dans les couches populaires et dans la jeunesse, pour peser dans le champ politique et stimuler ainsi l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique, ce que par sa dispersion la gauche alternative a été incapable de faire depuis 2007;
- lien avec les quartiers populaires , reconstruire du politique dans ces quartiers

Le rassemblement nécessaire de la gauche de transformation sociale et écologique ne s'oppose pas au front politico-social le plus large. Il doit correspondre à un front politico-social plus restreint certes, mais durable. Le bilan des élections régionales a confirmé que les rassemblements partiels ne répondaient pas à ces exigences. Le NPA n'est pas parvenu à stabiliser une influence électorale significative, ce qui a aiguisé un débat d'orientation majeur en son sein.. Le Front de Gauche regroupe des forces qui restent largement attachées à une conception ancienne de l'action politique Il a certes représenté un début de rassemblement -d'où son relatif succès électoral- mais ce début de rassemblement est resté limité pour l'essentiel au PCF et au PG, c'est-à-dire aux composantes les plus classiques, les moins radicales de la gauche de transformation sociale et écologique. Par ailleurs, son type de structuration cartellisé ne correspond pas à nos références autogestionnaires et altermondialistes

L'expérience positive d'un vrai rassemblement de toute la gauche de gauche (incluant la gauche alternative, le NPA, une partie des écologistes radicaux en même temps que les forces du Front de Gauche) a été possible dans quelques rares régions, notamment en Limousin : il s'est agi alors d'autre chose qu'un simple Front de Gauche élargi

La gauche alternative a des convergences dans de nombreux domaines avec le Front de Gauche et ses composantes, mais elle en a également sur le fond, et dans des domaines autres mais tout aussi importants, avec Europe Ecologie, et davantage encore avec le NPA malgré toutes ses limites et ses risques de sectarisation après son échec aux Régionales.

Le chantier de la convergence de la gauche de transformation sociale et écologique est devant nous.

La gauche alternative

Les Alternatifs réaffirment la nécessité de la constitution de la gauche alternative en nouvelle force politique dans laquelle puissent converger à la fois les différentes organisations et courants de la gauche alternative, mais aussi le plus grand nombre de militant-e-s du mouvement associatif et syndical qui jusqu'à présent ne franchissent pas le pas de l'engagement politique, faute de cette perspective.

L'objectif de faire participer ces militant-e-s à ce projet de construction de la gauche alternative n'a rien d'impossible : nous en avons fait la démonstration partielle -mais à une échelle significative par rapport à ce que sont les Alternatifs ou la FASE aujourd'hui- dans la campagne présidentielle Bové en

865 2007 qui a été la première dans l'histoire de la V^e république à être menée par une majorité d'hommes
866 et de femmes non membres de partis politiques.

867 Ces perspectives doivent s'appuyer sur la permanence d'une volontaire unitaire et du dépassement
868 des partis existants, ; volonté largement partagée chez les militants de la gauche de transformation
869 sociale. Mais pour les Alternatifs, ce projet ne saurait devenir l'otage des négociations électorales or
870 nous avons vu lors de négociations pré-électorales des organisations se saisir de l'argumentaire unitaire
871 aux seules fins de dénoncer, chez des interlocuteurs avec qui elles ne souhaitaient nullement s'allier,
872 l'absence de volonté unitaire.

873 Cette recherche ne peut se résumer à une posture ou à un slogan électoral. Elle passe nécessairement
874 par la confrontation des projets, y compris dans ce qui sépare fondamentalement ces organisations. La
875 stratégie de contournement ne fait que repousser temporairement ces problèmes.

876 Si son ancrage populaire encore modeste et sa taille ne font pas de cette nouvelle force le parti-
877 mouvement nécessaire, cette nouvelle force devra cependant s'efforcer, par ses pratiques et son
878 fonctionnement, de préfigurer le parti-mouvement de demain

879 Cette nouvelle force devra donner des signes immédiats et tangibles de pluralisme interne, de droit à
880 l'expérimentation, et ne se vivra pas comme un cadre fermé, mais comme une organisation politique
881 transitoire et ouverte à son auto-dépassement dans une force plus large encore et plus conséquente
882 lorsque des convergences auront été établies avec d'autres composantes politiques

883 Les Alternatifs, de par leur propre histoire, sont particulièrement disposés à cette démarche originale
884 qui les distingue des autres composantes de la gauche de transformation sociale et écologique
885 Celle-ci doit être rassemblée pour peser ensemble dans le champ politique, faire entendre une autre
886 voix à gauche et représenter une alternative à la droite et au social-libéralisme

887 Mais ce rassemblement ne peut ni à court ni même à moyen terme prendre la forme d'une organisation
888 politique unifiée, même sous forme de parti-mouvement : les divergences stratégiques sont trop
889 importantes et les orientations programmatiques des diverses composantes de cette gauche de
890 transformation sociale et écologique sont trop différentes

891 Toute fusion précipitée en une seule organisation aboutirait rapidement à voler en éclats dès la
892 première échéance politique majeure

893 Si ces divergences et ces différences ne peuvent être dépassées dans l'immédiat, rien n'empêche de
894 construire un rassemblement de ces composantes, comme il en existe ailleurs en Europe et notamment
895 au Portugal avec le Bloc de Gauche, particulièrement à l'occasion des élections

896 Pour les Alternatifs, il n'existe nulle contradiction à agir à la fois pour ce rassemblement de la gauche
897 de transformation sociale et écologique et pour la constitution de la gauche alternative en nouvelle
898 force politique

899 Bien au contraire, le second objectif ne sous sépare pas du premier : non seulement ils sont
900 complémentaires, mais la réalisation du second donnera plus de force et de capacité d'entraînement à
901 réaliser le premier car une fois rassemblée, la gauche alternative pèsera davantage dans les débats et les
902 projets de la gauche de transformation sociale et écologique.

903 **La place des élections dans notre stratégie**

904

905

906 Pour les Alternatifs, l'objectif de participer à certaines élections ne doit donc pas se substituer au
907 travail d'élaboration théorique, au travail sur le projet émancipation, et à l'investissement dans les
908 mobilisations altermondialistes, citoyennes, écologiques, féministes, internationalistes et sociales
909 en respectant leur autonomie sans subordonner le social au politique. Ils participent également
910 aux élections (et en cela divergent des mouvements libertaires), pour investir les institutions,
911 principalement locales, pour y défendre des politiques publiques écologiquement et socialement utiles
912 et mettre en œuvre la démocratie active.

Nous connaissons l'intérêt des élections. L'intérêt financier, propagandiste, politique et même, pour les élections locales, l'utilité politique d'avoir des élus. Mais la participation aux élections est un moyen, pas une fin.

Nous vivons depuis le début de l'été 2010 un début de crise politique, avec une accélération rapide du discrédit présidentiel et gouvernemental : à l'impopularité massive d'une politique anti-sociale et anti-démocratique de plus en plus brutale et cynique, s'ajoute la mise à nu d'un affairisme effréné et d'une collusion totale entre le pouvoir et le monde de l'argent et des privilèges. La droite est aux abois, et une partie d'entre-elle, de manière de plus en plus visible, est à la recherche d'une autre représentation politique moins brutale et plus efficace sur le plan électoral.

Rien n'indique que l'échéance de 2012 arrivera à terme sur le plan institutionnel, surtout si la mobilisation sur les retraites se redéploie et s'amplifie, et ce en dépit du délire sécuritaire de la droite pour mieux masquer ses turpitudes, mais aussi pour mettre en place l'Etat autoritaire qui lui est indispensable pour mieux préparer les affrontements liés à la volonté des capitalistes de faire payer la crise au monde du travail.

Nous devons tout faire pour aller vers un grand mouvement d'ensemble. Et, une victoire contre le MEDEF et le Gouvernement ouvrirait l'espoir d'une alternative car rassembler et gagner sur le terrain social est un contre feu indispensable et pourra créer les conditions pour qu'en 2012 nous n'ayons pas à choisir entre le candidat du FMI et celui du CAC 40.

La responsabilité de toute la gauche de gauche de ne pas se contenter de l'unité sociale, mais de créer les conditions de sa convergence politique pour en finir avec cette politique autoritaire, entièrement dévolue à la classe dominante et aux marchés financiers deviendra encore plus grande.

Dans un contexte de crise accentuée du système capitaliste dans sa version néolibérale et de refus de l'alternance social-libérale, les bases programmatiques sont essentielles. Il s'agit notamment de rompre avec les institutions de la Ve République, la logique productiviste et la remise en cause des solidarités. Il s'agit d'opposer un projet réellement alternatif au projet du pouvoir dominant :

- Développer les solidarités contre le chacun pour soi,
- Renforcer la socialisation du salaire contre la marchandisation

S'attaquer à la dictature de *l'argent* en rétablissant la souveraineté populaire et en mettant l'autogestion à la fois comme cœur du projet alternatif et pratiques sociales et culturelles pour préparer les ruptures anticapitalistes.

- C'est en portant des réponses alternatives que peut se développer la contre-offensive : le droit à l'emploi pour toutes et pour tous, la lutte contre les précarités, le développement des services publics, la mise à contribution des revenus financiers, une nouvelle répartition des richesses contre le cannibalisme capitaliste, le droit de vote pour les immigrés, la préservation de l'environnement, etc.
- Pour les Alternatifs, la réduction du temps de travail doit être au cœur de cette contre-offensive, tant pour sa dimension sociale qu'écologique. Il s'agit notamment de récupérer les gains de productivité pour acquérir du temps pour vivre et de s'attaquer au productivisme pour produire et consommer autrement.

- De mettre en oeuvre entre ces composantes des pratiques politiques non-hégémoniques, respectueuses des partenaires, ce qui implique des compromis de toutes les parties concernées pour porter un projet véritablement commun.

•

L'élection présidentielle sous la V^o république qui revient à élire un monarque républicain constitue l'aboutissement absolu de la recherche du pouvoir pour un homme (ou une femme), ses partisans et affidés. la règle de séparation des pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire ; garante de la démocratie

961 représentative ne fonctionne pas et tous les pouvoirs se trouvent concentrés entre les mains d'un seul
962 homme et particulièrement depuis l'élection de sarkozy. Profondément anti-démocratique dans son
963 fonctionnement hiérarchisée, l'élection présidentielle est à l'opposée des valeurs autogestionnaires.

964

965

966 **Et 2012 ?**

967

968 Voilà pourquoi, pour l'échéance présidentielle de 2012, plusieurs principes s'imposent à la gauche
969 alternative, qui conditionnent toute participation au rassemblement toujours nécessaire de la gauche de
970 transformation sociale et écologique :

971 - un positionnement très clair à battre la droite et l'extrême-droite au second tour, ce qui correspond à
972 la déclinaison électorale du front politico-social large ;

973 - un programme commun pour le rassemblement du 1^o tour, ce qui exclut tout ralliement au
974 programme de telle ou de telle composante ;

975 - une démarche citoyenne reposant sur des forums citoyens associés à l'élaboration du programme
976 comme à la campagne elle-même ;

977 - le choix d'une candidature alternative au système en opposition ferme à toute personnalisation autour
978 d'un leader dit présidentiable -et donc conforme aux institutions de la V^o république-, cette candidature
979 étant le ou la porte-parole d'une équipe nécessairement pluraliste et paritaire

980 - l'engagement en faveur d'un processus constituant (assemblée constituante pour d'autres institutions
981 et une constitution alternatives) et de la mise en place d'une démocratie active dans le sens de
982 l'autogestion.

983

984

985 L'expérience des élections de la période 2007 à 2010, marquée par de longues négociations politiques
986 aux résultats très incertains, doit nous inciter à bien inscrire nos démarches électorales dans une vision
987 plus globale.

988 Nous ne pouvons y consacrer l'essentiel de notre activité -alors que les engagements militants de
989 terrain et le travail d'élaboration indispensable au projet alternatif sont immenses. De même, le fond
990 programmatique doit primer sur les tactiques à court terme;

991 Nous portons une attention particulière aux scrutins dont la proximité avec les citoyen-ne-s pourraient
992 donner à celles et ceux-ci des capacités d'intervention et de décision, esquisse d'un contrôle populaire
993 et citoyen : les élections municipales, cantonales voire régionales.

994

995 Le scrutin présidentiel est le pire pour les autogestionnaires , et l'expérience mitigée de la campagne
996 Bové en 2008 -choix juste, campagne positive mais chaotique, incapacité des courants partie prenante
997 de se constituer en nouvelle force politique- ne peut être oubliée, après l'échec des collectifs unitaires
998 -dont le PCF et l'ex-LCR portent la principale responsabilité.

999

1000 S'il est impossible pour toute force politique d'ignorer l'échéance Présidentielle, il faut cependant
1001 l'aborder avec lucidité et dans une optique autogestionnaire. C'est à l'aune de cette optique et de notre
1002 projet que nous déciderons ou non de nous y engager.

1003 Dans le contexte politique actuel, faute d'une réelle alternative anticapitaliste autogestionnaire,
1004 féministe et écologiste, un boulevard pourrait s'ouvrir soit à l'extrême-droite et à une recomposition
1005 politique à droite sur la base d'une orientation qui serait celle du FN soit à l'accentuation d'un projet à
1006 la fois ultra-libéral et autoritaire.

1007

1008 Nous travaillerons donc, dans la période qui s'ouvre à une articulation entre la construction de fonds

politico-sociaux, pour l'unité des dominéEs, et à l'émergence d'un rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique. Cette construction unitaire, dont nous savons d'expérience la difficulté, n'a sens pour nous que dans l'indépendance vis à vis du social-libéralisme, en lien avec les mobilisations sociales et au service des initiatives populaires et autour d'un projet émancipateur rouge, vert, autogestionnaire, féministe et altermondialiste.

Pour les Alternatifs, la politique ne peut rester l'apanage des seuls partis politiques. Investis dans le mouvement altermondialiste et en tant qu'autogestionnaires, ils préconisent la participation active et directe des citoyen-ne-s et des mouvements sociaux à la vie de la cité et aux prises de décisions importantes. Ils se sont prononcés pour la constitution de fronts politico-sociaux larges pour les mobilisations, incluant les mouvements libertaires, pour les mobilisations à l'image de celui construit depuis le printemps contre la « réforme » des retraites celui plus restreint pour rassembler la gauche de transformation sociale et écologique.

Lors du congrès de Lyon, en 2008, ils ont adopté le principe de la transition d'un « mouvement politique autogestionnaire aujourd'hui vers un parti-mouvement demain ». Il s'agit donc de trouver une nouvelle articulation avec les mouvements sociaux et les différentes formes de citoyen-ne-s organisés (forums citoyens, forums sociaux, etc.) pour construire une force politique large de gauche alternative.

Les Alternatifs - Congrès 2010

Lieu du congrès :

Maison de l'Université
Place Emile Blondel
76130 Mont-Saint-Aignan
02 32 76 92 00

L'accueil débutera le vendredi 12 novembre en fin de matinée. Les travaux se termineront le dimanche vers 13H. Repas prévus pour vendredi midi et dimanche midi.

Pour venir :

- **en Train** : arrivée Rouen Rive Droite
De la gare, prendre le métro direction « technopôle » ou « georges braque » jusqu'à l'arrêt « théâtre des arts »
puis le TEOR ligne T1 (dir « Mont au Malade »), jusqu'à l'arrêt « campus » situé devant la Maison de l'Université
Ou
la ligne de bus numéro 4 (dir « La vatine ») qui passe devant la gare jusqu'à l'arrêt « Place Colbert », ensuite suivre le fléchage (5 minutes à pieds)
- **En voiture** :
Toutes les informations sur http://www.univ-rouen.fr/78301314/0/fiche_pagelibre/
Suivre Mont-Saint-Aignan / Université (rive droite)
En venant de Paris suivre Rouen centre / Mont-Saint-Aignan / Université
Grand Parking gratuit place Emile Blondel (derrière la Maison de l'Université)

Bulletin d'inscription (envoi possible par mail des informations)

NOM : Prénom :
Fédération :
Téléphone : Mail :

Hébergement

- est autonome pour la gestion de son logement
 place en Hotel (ETAP – chambres par deux personnes – prix par personne 23,5€/nuit)
 hébergement militant (places limitées)
 aura un véhicule sur place

remarques :

Repas :

- Tous
 Détail :

<input type="checkbox"/> Vendredi midi	<input type="checkbox"/> samedi midi	<input type="checkbox"/> dimanche midi
<input type="checkbox"/> Vendredi soir	<input type="checkbox"/> samedi soir	

A retourner à Colette Gluck ou à colette.gluck@orange.fr
4 parc de la Touques apt. 35
76130 Mont-Saint-Aignan

En cas de problème : 76@alternatifs.org ou 06 74 79 83 63